

CANADA
PROVINCE DE QUÉBEC
DISTRICT DE QUÉBEC

No de division : 01 – Laval
No de cour : 540-11-011017-201
No de dossier : 41-2666910



COUR SUPERIEURE
« Chambre commerciale »

**AVIS DE LA PROPOSITION
AUX CRÉANCIERS (Article 51)**

**NOTICE OF PROPOSAL
TO CREDITORS (Section 51)**

Dans l'affaire de la proposition de :

In the matter of the proposal of:

9170-5723 QUÉBEC INC.

Une société légalement constituée ayant sa principale place d'affaires au
17, boul. Curé-Labelle, Laval (Québec) H7V 2R7

AVIS est par les présentes donné que :

Take **NOTICE** that:

1. **9170-5723 Québec Inc.**, a déposé une proposition entre les mains de **MNP Ltée**, le 23 octobre 2020, en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*.

1. **9170-5723 Québec Inc.**, has lodged with MNP Ltd. a proposal, on October 23, 2020, under the *Bankruptcy and Insolvency Act*.

Ci-inclus une copie de la proposition. Sont annexés au présent avis, un bilan, un formulaire de preuve de réclamation, un formulaire de procuration générale et un formulaire de votation. Est également inclus le rapport préliminaire du syndic sur la proposition.

A copy of the proposal is enclosed herewith. Attached to this notice is a statement of affairs, a form of proof of claim, a form of general proxy and a voting letter. Also enclosed is the trustee's preliminary report on the proposal.

2. Une assemblée générale des créanciers sera tenue :

2. A general meeting of the creditors will be held:

DATE: 13 novembre 2020

DATE: November 13, 2020

HEURE: 11H00

TIME: 11:00 A.M.

PAR APPEL CONFÉRENCE (info disponible sur demande par courriel à Gaetano.DiGuglielmo@mnp.ca)

BY CONFERENCE CALL (Dial-in info available upon request by email to Gaetano.DiGuglielmo@mnp.ca)

3. Les créanciers ou toute catégorie de créanciers ayant droit de voter à l'assemblée peuvent, par majorité en nombre et 2/3 en valeur, accepter la proposition faite par le débiteur, soit telle que faite ou telle que changée ou modifiée à l'assemblée. Si la proposition est ainsi acceptée et si elle est approuvée par le tribunal, elle deviendra obligatoire pour tous les créanciers ou pour la catégorie de créanciers visés.

3. The creditors or any class of creditors qualified to vote at the meeting may, by a majority in number and 2/3 in value, accept the proposal made by the debtor either as made or as altered or modified at the meeting. If so accepted and if approved by the Court, the proposal is binding on all the creditors or the class of creditors affected.

4. Les preuves de réclamation, procurations et formulaires de votation dont l'usage est projeté à l'assemblée doivent nous être remis au préalable.

4. Proofs of claim, proxies and voting letters intended to be used at the meeting must be lodged with us prior thereto.

FAIT À MONTRÉAL, ce 30^e jour d'octobre 2020.

DATED AT MONTREAL, this 30th day of October 2020.

MNP LTÉE

Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP, LIT



**SYNDICS AUTORISÉS EN INSOLVABILITÉ
LICENSED INSOLVENCY TRUSTEES**

1155, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE O., 19^e ÉTAGE, MONTRÉAL (QUÉBEC) H3B 4V2
1.888.932.4115 TÉL : 514.932.4115 TÉLÉC : 514.932.9195 **MNPdettes.ca**

No de division: 01-Laval
No de cour: 540-11-011017-201
No de dossier: 41-2666910

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE:

9170-5723 QUÉBEC INC.
297, montée des Pionniers, Terrebonne, QC, J6V 0C8

RAPPORT PRÉLIMINAIRE DU SYNDIC SUR LA PROPOSITION

(paragraphe 50(5) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*)

A. HISTORIQUE DE LA PROPOSITION ET CAUSES DES DIFFICULTÉS

1. La société débitrice opère dans le domaine de la réparation de véhicules automobile et d'installation de pare-brise. Les principaux clients de la débitrice sont des compagnies d'assurance. À cause de la pandémie de la COVID-19, les compagnies d'assurance ont retardé ou annulé plusieurs travaux prévus avec la débitrice, ce qui a causé des pertes importantes et une pression majeure sur le flux de trésorerie.

B. SOMMAIRE DE LA PROPOSITION

2. Nous soulignons que, pour que la proposition soit acceptée à l'assemblée des créanciers et lie tous les créanciers, les conditions suivantes doivent être réalisées :
 - Une majorité en nombre des créanciers (+ de 50 %) ayant le droit de vote et l'ayant exercé doivent se prononcer en faveur de la proposition;
 - Les créanciers votant en faveur doivent, par ailleurs, représenter au moins deux tiers (2/3) en valeur monétaire des créanciers s'étant prononcés sur la proposition;
 - La proposition doit, par la suite, être ratifiée par le **Tribunal**.
3. Dans l'éventualité où les pourcentages ci-haut mentionnés ne seraient pas atteints et que la proposition soit refusée par les créanciers, le débiteur sera réputé être en faillite et dans ce cas, la première assemblée des créanciers sera tenue immédiatement.
4. Nous résumons ici les principales lignes de la proposition.
 - Les créanciers garantis seront payés selon les termes et conditions des ententes existantes.
 - Les créanciers privilégiés seront payés conformément au paragraphe 136(1) en priorité des autres créanciers non garantis, le cas échéant.

SOMMAIRE DE LA PROPOSITION (suite)

- La société versera au syndic le Fonds, soit une somme de 25 000 \$ payable en 25 paiements, soit un paiement de 10 000 \$ et 24 paiements mensuels de 625 \$ débutant 30 jours suivant l'homologation de la proposition par le Tribunal au bénéfice des ses créanciers.
 - Tous ces honoraires, dépenses, dettes et obligations seront payés par la Société en sus du Fonds;
 - L'acceptation de la Proposition par les créanciers tiendra lieu de quittance quant à toutes réclamations contre les administrateurs dont ils peuvent être responsables selon les critères de l'article 50 (13) de la Loi ainsi que tous cautionnement personnel consenti en faveur de P.H. Vitres d'Auto par Nicolas Psihogios, l'unique administrateur de la débitrice.
5. Pour plus de détails, voir la proposition intégrale qui accompagne le présent rapport. Vous noterez aussi qu'en cas de divergence entre les modalités de la proposition présentées succinctement à même ce rapport et les termes de la proposition originale, ces derniers prévaudront.

C. ANALYSE DU DIVIDENDE ESTIMATIF (1)

6. Selon l'information disponible, le dividende estimatif dont pourraient bénéficier les créanciers se chiffrerait à 18,8% de leur réclamation, calculé somme suit:

	<u>Proposition</u>	<u>Faillite</u>	
	\$	\$	
Réclamations non garanties :			
Selon la liste des créanciers :	95 933	95 933	
Dividende estimatif :			
Fonds :	25 000	-	(2)
Actifs (voir tableau ci-dessous) :	-	5 000	
Honoraires estimés du syndic :	-	(10 000)	(3)
	<u>25 000</u>	<u>(5 000)</u>	
Montant du dividende net			
	26,1%	0%	
Pourcentage du dividende avant prélèvement			
<u>Notes:</u>			
(1) Les calculs ci-hauts vous sont présentés à titre indicatif et pour fins de discussions seulement.			
(2) Le dividende estimatif par dollar pourra être évalué de façon plus précise une fois que les preuves de réclamations auront été reçues des divers créanciers.			
(3) Dans la proposition, les honoraires du syndic sont garantis par un tiers. En cas de faillite, les honoraires du syndic ainsi que les frais pour l'appel d'offre seront payés à même le produit de la vente des actifs.			

D. IDENTIFICATION ET ÉVALUATION DES ACTIFS

7. Nous présentons ci-après un résumé des avoirs du débiteur au moment de sa proposition à la valeur de réalisation, dans l'éventualité d'une faillite.

<u>Actifs</u>	Valeur estimative dans l'éventualité d'une faillite
	\$
Machinerie - Équipement	5 000
	5 000

E. RÉMUNÉRATION DU SYNDIC

8. Tous ces honoraires, dépenses, dettes et obligations seront payés par la Société en sus du Fonds.
9. MNP LTÉE n'a fourni aucun service professionnel à **9170-5723 Québec Inc.** en aucun temps ni en aucune capacité et au meilleur de notre connaissance, n'est pas dans une situation possible de conflit d'intérêt.

F. RECOMMANDATIONS

10. À la lumière des informations présentement en mains, nous sommes d'avis qu'il est préférable d'accepter la proposition. Tel qu'en témoigne notre brève analyse ci-dessus, nous croyons que les créanciers recevront un dividende moins élevé dans l'éventualité où la proposition serait rejetée et qu'une faillite en résulte. Le dividende est estimé à 26,1 % si la proposition est acceptée et de 0% en cas de faillite.
11. **À titre de syndic, nous considérons cette proposition raisonnable pour les créanciers et nous recommandons son acceptation.**

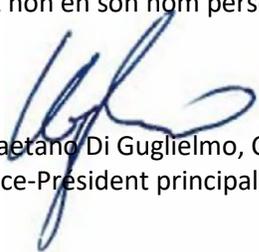
Si vous avez des questions concernant les présentes, n'hésitez pas à nous contacter.

Respectueusement soumis, ce 30e jour d'octobre 2020

MNP Ltée

es qualité de syndic à la proposition de
9170-5723 Québec Inc.

Et non en son nom personnel


Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP, LIT
Vice-Président principal

CANADA
DISTRICT DE QUÉBEC

COUR SUPÉRIEURE
Chambre commerciale

N° DE DIVISION : 01-Laval
N° COUR : 540-11-011017-201
N° SURINTENDANT : 41-2666910

DANS L'AFFAIRE DE LA PROPOSITION DE :

9170-5723 Québec Inc., personne morale
dûment incorporée selon la Loi, et ayant son siège
social et principale place d'affaires au 17, boul.
Curé-Labelle, Montréal, QC.

Débitrice insolvable

PROPOSITION

Article 50 (2) de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*

Nous, 9170-5723 Québec Inc., débitrice susmentionnée (ci-après nommée la « Société » ou la « Débitrice ») soumettons par les présentes la **Proposition Concordataire** suivante (ci-après nommée la "Proposition ") en vertu de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* (ci-après nommée la "Loi") :

Aux fins des présentes :

« **Cour** » s'entend de la Cour Supérieure du District de Saint-Jérôme – Chambre Commerciale;

« **Créanciers Garantis** » a le sens alloué à ce terme dans article 2 de la Loi;

« **Engagements** » désigne des paiements à effectuer à l'égard des biens fournis, de services rendus ou d'autres contreparties données à la Société après la date de la Proposition qui seront payés en totalité et en priorité sur toutes les réclamations payables dans le cadre de cette Proposition, par la Société dans le cours normal des affaires et dans le respect de ses engagements;

« **Fonds** »: désigne la somme forfaitaire de 25 000 \$ qui sera remise au Syndic par la Société aux fins de la Proposition en conformité avec les termes des articles 1, 2, 3 et 4;

« **Loi** »: Désigne la Loi sur la Faillite et l'Insolvabilité;

« **Proposition** » s'entend de la présente Proposition;

« **Ratification** » désigne la situation découlant de l'acceptation de la Proposition par les créanciers et de l'approbation de celle-ci par la Cour dans un jugement devenu exécutoire du fait de l'expiration du délai d'appel faute d'appel ou de la confirmation du jugement approuvant la proposition ou du retrait de l'appel advenant qu'un appel en soit interjeté;

« **Réclamations Garanties** » s'entendent des réclamations garanties des Créanciers Garantis;

« **Réclamations Ordinaires** » s'entendent des réclamations autres que des Réclamations Garanties, des réclamations des employés en vertu de l'alinéa 136(1)d) de la Loi, des réclamations de la Couronne et des autres Réclamations Privilégiées. Pour plus de certitude, mais sans toutefois limiter la généralité de ce qui précède, les Réclamations Ordinaires comprendront les réclamations de quelque nature que ce soit, qu'elles soient dues pour paiement ou non à la date de la Proposition, y compris les réclamations éventuelles et non liquidées (une fois quantifiées) découlant de toute opération conclue par la Société avant la date de la Proposition;

De plus, les Réclamations Ordinaires comprendront les réclamations pour défaut contractuel quant à toute obligation contractée avant la date de la Proposition, quelle que soit la date à laquelle un tel défaut est survenu, pour autant qu'un tel défaut soit survenu avant le dépôt de la Proposition;

« **Réclamations Privilégiées** » désigne toutes les réclamations dont la Loi prescrit le paiement par priorité sur toutes les autres réclamations dans le partage des biens d'un débiteur insolvable, incluant celles des employés, actuels et anciens, en vertu de l'alinéa 136(1)d) de la Loi;

« **Syndic** » s'entend de MNP Ltée, le Syndic nommé dans la présente Proposition.

1. RÉCLAMATIONS DES CRÉANCIERS GARANTIS

Qu'il soit pourvu de la manière suivante au paiement des réclamations soumises par les Créanciers Garantis :

Les réclamations des Créanciers Garantis, autres que celles mentionnées ci-dessous, seront payées selon les conditions et termes déjà établis entre les détenteurs de réclamations garanties ou selon les ententes qui pourront être faites entre eux et des tiers;

2. RÉCLAMATIONS PRIORITAIRES DE LA COURONNE ET DES EMPLOYÉS

Qu'il soit pourvu de la manière suivante au paiement de toutes les réclamations dont le paiement est ordonné à ladite **Loi** dans la répartition des biens d'une personne insolvable, ces paiements devant être faits en priorité sur les réclamations des créanciers ordinaires :

- i. Les réclamations des employés seront acquittées dans le cours normal des affaires en conformité avec les dispositions de l'article 60(1.3) de la Loi;
- ii. Les réclamations de la Couronne prévues à l'article 60(1.1) de la Loi seront payées intégralement, en sus du Fonds, dans un délai de six (6) mois après la Ratification;

3. RÉCLAMATIONS DES CRÉANCIERS PRIVILÉGIÉS

Les Réclamations Privilégiées, autres que celles des employés mentionnés à l'article 2, seront payées intégralement en priorité sur toutes les Réclamations Ordinaires, sans intérêt, en sus du Fonds.

4. RÉCLAMATIONS DES CRÉANCIERS ORDINAIRES

En règlement complet et final des réclamations des créanciers ordinaires, sans intérêts ni pénalités, les Réclamations Ordinaires, telles que définies et prouvées, compromises ou établies par la Cour, seront payées au prorata à même le Fonds.

La Société versera au Syndic le Fonds, soit une somme totale de 25 000 \$ en 25 paiements, soit :

- Un paiement forfaitaire de 10 000 \$ payable à la ratification de la Proposition;
- 24 paiements mensuels de 625 \$ débutant 30 jours suivant la ratification de la Proposition par le Tribunal au bénéfice des ses créanciers.

Sur acceptation de la Proposition, les administrateurs et leurs sociétés liées renoncent à leurs droits à recevoir un dividende, le cas échéant.

Dans l'éventualité où la situation financière de la Société le permettrait, celle-ci réserve le droit de compléter les termes de la Proposition plus rapidement.

5. HONORAIRES ET DÉBOURSÉS DU SYNDIC ET DES CONSEILLIERS JURIDIQUES

Tous ces honoraires, dépenses, dettes et obligations ayant trait à l'administration du dossier de proposition seront payés par la Société en sus du Fonds.

6. COMITÉ DE CRÉANCIERS

Les créanciers peuvent, s'ils le jugent nécessaire, nommer une (1) à cinq (5) personnes à un comité de créanciers (ci-après nommé le « **Comité** »), lequel comité sera investi des pouvoirs suivants :

- I. Conseiller le Syndic en ce qui a trait à la date de l'envoi à chaque Créancier Ordinaire dont la réclamation a été prouvée tel que prescrit à l'article 152(5)c) de la Loi;
- II. Approuver ou ratifier tout geste du Syndic soumis par le Syndic pour approbation ou ratification et tout acte susceptible d'une telle approbation ou ratification par les inspecteurs dans une faillite;
- III. Autoriser le versement d'un dividende intérimaire conformément aux dispositions de la présente Proposition;
- IV. Autoriser le report de tout paiement en vertu du paragraphe 4, en totalité ou en partie, et ce, à leur entière discrétion à la condition qu'une telle prorogation soit dans l'intérêt des Créanciers Ordinaires et de la Société;
- V. Conseiller le Syndic en ce qui a trait à l'administration de la Proposition;
- VI. Confirmer que la Proposition a été complétée.

7. AUTRES

Réclamation contre les administrateurs

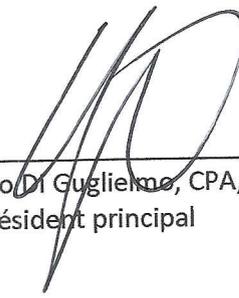
L'acceptation de la Proposition par les créanciers tiendra lieu de quittance quant à toutes réclamations contre les administrateurs dont ils peuvent être responsables selon les critères de l'article 50 (13) de la Loi ainsi que tous cautionnement personnel consenti en faveur de P.H. Vitres D'Autos Inc. par Nicolas Psihogios, l'unique administrateur de la Débitrice.

Traitements préférentiels et opérations sous-évaluées

Conditionnellement à l'Approbation, les recours prévus aux articles 95 à 101 de la Loi (traitements préférentiels, opérations sous-évaluées, dividendes et rachat d'actions) ne s'appliqueront pas, le tout conformément à la section 101.1 de la Loi.

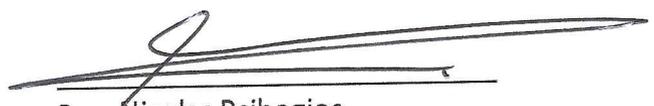
FAIT à Montréal le 22ième jour d'octobre 2020

MNP Ltée



Par: Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP, LIT
Vice-président principal

9170-5723 Québec Inc.



Par : Nicolas Psihogios
Président



District de: Québec
 No division: 01 - Laval
 No cour: 540-11-011017-201
 No dossier: 41-2666910

original modifié

_ FORMULAIRE 78 _
 Bilan - proposition déposée par une entité
 (paragraphe 49(2), alinéa 158d) et paragraphes 50(2) et 62(1) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
 9170-5723 Québec Inc.
 de la Ville de Laval, dans la province de Québec

Au débiteur :

Vous êtes tenu de remplir avec soin et exactitude le présent formulaire et les annexes applicables indiquant la situation de vos affaires à la date du dépôt de votre proposition (ou de votre avis d'intention) le 24 août 2020. Une fois rempli, ce formulaire et les listes annexées, constituent votre bilan, qui doit être vérifié sous serment ou par une déclaration solennelle.

PASSIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)	ACTIF (tel que déclaré et estimé par l'officier)
1. Créanciers non garantis: voir liste A	1. Inventaire
95,932.69	0.00
Équilibre de réclamations garantis: voir liste "B"	2. Aménagements
0.00	0.00
Créanciers non garantis total	3. Comptes à recevoir et autres créances: voir liste E
95,932.69	Bonnes
2. Créanciers garantis: voir liste B	0.00
0.00	Douteuses
3. Créanciers privilégiés: voir liste C	0.00
0.00	Mauvaises
4. Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres (voir liste D)pouvant être réclamées pour une somme de ...	0.00
0.00	Estimation des créances qui peuvent être réalisées
Total du passif	0.00
95,932.69	4. Lettres de change, billets à ordre, etc., voir liste F
Surplus	0.00
NIL	5. Dépôts en institutions financières
	0.00
	6. Espèces
	0.00
	7. Bétail
	0.00
	8. Machines, outillage et installation
	5,000.00
	9. Immeubles et biens réels : voir liste G
	0.00
	10. Ameublement
	0.00
	11. REER, FERR, Assurances-vie etc
	0.00
	12. Valeurs mobilières(actions, obligations, débetures etc.
	0.00
	13. Droits en vertu de testaments
	0.00
	14. Véhicules
	0.00
	15. Autres biens : voir liste H
	0.00
	Si le débiteur est une personne morale, ajoutez :
	Montant du capital souscrit
	0.00
	Montant du capital payé
	0.00
	Solde souscrit et impayé
	0.00
	Estimation du solde qui peut être réalisé
	0.00
	Total de l'actif
	5,000.00
	Déficit
	90,932.69

Je, Nicolas Psihogios, de Laval en la province de Québec, étant dûment assermenté (ou ayant déclaré solennellement) déclare que le bilan qui suit et les listes annexées sont, à ma connaissance, un relevé complet, véridique et entier de les affaires de la corporation en ce 22 octobre 2020, et indiquent au complet tous mes biens de quelque nature qu'ils soient, en ma possession et réversibles, tels que définis par la Loi.

ASSEMBLÉE (ou déclaration solennelle)
 devant moi le 22 octobre 2020, à Montréal en la province de Québec.

GAETANO DI GUGLIELMO
 Commissaire à l'assermentation
 190319
 Pour la province de Québec
 Expiré le 31 mars 2023
 Districts judiciaires du Québec


 Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 76 -- Suite

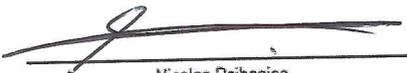
Liste "A"
Créanciers Non Garantis

9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du créancier	Adresse	Réclamation non garantis	Balance de réclamation	Total réclamation
1	Agence du revenu du Québec Attn: Direction régionale du recouvrement	Service des dossiers de faillites 1265 boul Charest O 6e étage C65-71 Québec QC G1N 4V5	0.00	0.00	0.00
2	ARC - Bureau des services fiscaux de Montréal Attn: Section Insolvabilité	Division du recouvrement des recettes 4695, boul. de Shawinigan-Sud Shawinigan-Sud QC G9P 5H9	0.00	0.00	0.00
3	Arnold Glass of Canada	2700 Lancaster RD. 102B Ottawa ON K1B 4T7	4,301.61	0.00	4,301.61
4	CNESST (formerly CSST) - Commission les Normes du Travail	500, boulevard Rene-Levesque Ouest, 25E Étage Montréal QC H2Z 2A5	0.00	0.00	0.00
5	P.H. vitre d'autos inc. c/o Cain Lamarre SENCRL Attn: Jean-François Brouillard Compte client P.H.: AU480 et AU4	630 Boulevard René-Lévesque O bureau 2780, Montréal QC H3B 1S6	87,695.83	0.00	87,695.83
6	PGW auto glass, ULC Attn: Tara Runco 005-R20000144	51 Dutilh Rd, suite 310 Cranberry PA 16066 USA	3,935.25	0.00	3,935.25
Total:			95,932.69	0.00	95,932.69

22-oct-2020

Date


Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Suite

Liste "B"
Créanciers Garantis

9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du créancier	Adresse	Montant de la réclamation	Détails de la garantie	Date de la garantie	Évaluation de la garantie	Surplus estimatif de la garantie	Solde non-garanti de la réclamation
			0.00			0.00	0.00	0.00
		Total:	0.00			0.00	0.00	0.00

22-oct-2020

Date



Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Suite

Liste "C"
Créanciers privilégiés pour salaires, loyers, etc.

9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du créancier	Adresse et occupation	Nature de la réclamation	Période couverte par la réclamation	Montant de la réclamation	Montant payable intégralement	Solde à percevoir en dividendes
Total:					0.00	0.00	0.00

22-oct-2020

Date



Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Suite

Liste "D"
Dettes éventuelles, réclamations de fiducie ou autres

9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du créancier ou du réclamant	Adresse et occupation	Montant de la dette ou de la réclamation	Montant qui peut être réclamé en dividendes	Date où la dette a été contractée	Nature de la dette
			0.00	0.00		
		Total:	0.00	0.00		

22-oct-2020

Date



Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

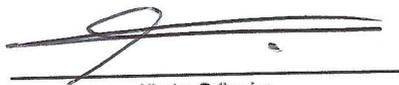
FORM 78 -- Suite

Liste "E"
Créances payables à l'actif
9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du débiteur	Adresse et occupation	Nature de la dette	Montant de la dette (bonne, douteuse, mauvaise)	Folio du grand livre ou autre livre portant détails	Date de créance	Évaluation du produit	Détail des valeurs détenues en garantie pour le paiement de la créance
				0.00				
			Total:	0.00			0.00	
				0.00				

22-oct-2020

Date


Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Suite

Liste "F"

Lettres de change, billets à ordre, gages, hypothèques, charges, privilèges sur biens meubles, etc., disponibles comme actif

9170-5723 Québec Inc.

No.	Nom du prometteur, accepteur, endosseur, débiteur hypothécaire et garant	Adresse	Occupation	Montant de la lettre ou du billet à ordre, etc.	Date de l'échéance	Évaluation du produit	Détails de tout bien détenu en garantie pour le paiement de la lettre ou du billet à ordre, etc.
				Total: 0.00		0.00	

22-oct-2020

Date



Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Suite

Liste "G"
Immeubles et biens réels appartenant au débiteur

9170-5723 Québec Inc.

Description de la propriété	Nature du droit du débiteur	Détenteur le titre	Valeur totale	Détails des hypothèques ou autre charges (nom, adresse, montant)	Valeur de rachat ou surplus
			Total:	0.00	0.00

22-oct-2020

Date



Nicolas Psihogios

District de: Québec
No division: 01 - Laval
No cour: 540-11-011017-201
No dossier: 41-2666910

FORM 78 -- Fin

Liste "H"
Biens

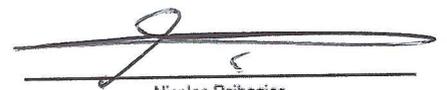
9170-5723 Québec Inc.

ÉTAT COMPLET ET NATURE DES BIENS

Nature des biens	Endroit où les biens sont situés	Détails des biens	Coût initial	Estimation des biens qui peuvent être
(a) Inventaire			0.00	0.00
(b) Aménagements, etc.			0.00	0.00
(c) Espèces dans les institutions financières			0.00	0.00
(d) Espèces en caisse			0.00	0.00
(e) Bétail			0.00	0.00
(f) Machines, outillage et installation		Équipement	5,000.00	5,000.00
(g) Ameublement			0.00	0.00
(h) Assurances-vie RÉER, FÉER etc.			0.00	0.00
(i) Valeurs mobilières/Titres			0.00	0.00
(j) Droits en vertu de testaments, etc.			0.00	0.00
(k) Véhicules			0.00	0.00
(l) Taxes			0.00	0.00
			Total:	5,000.00

22-oct-2020

Date


Nicolas Psihogios

PREUVE DE RÉCLAMATION(articles 50.1, 81.5 et 81.6, paragraphes 65.2(4) 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) et 128(1)
et alinéas 51(1)e) et 66.14b) de la Loi)

Expédier tout avis ou toute correspondance concernant la présente réclamation à l'adresse suivante :

Dans l'affaire de la proposition de **9170-5723 QUÉBEC INC.**, de la ville de Laval, province de Québec, et de la réclamation de :_____, créancier.
Je soussigné, _____ (nom du créancier ou du représentant du créancier), de
_____ (ville et province), certifie ce qui suit :

1. Je suis le créancier du débiteur susnommé (ou je suis _____ (préciser le poste ou la fonction) de _____ (nom du créancier ou de son représentant).
2. Je suis au courant de toutes les circonstances entourant la réclamation visée par le présent formulaire.
3. Le débiteur était, à la date de l'avis d'intention de faire une proposition, **soit le 23 octobre 2020**, endetté envers le créancier et l'est toujours, pour la somme de _____ \$, comme l'indique l'état de compte (ou l'affidavit) ci-annexé et désigné comme l'annexe A, après déduction du montant de toute créance compensatoire à laquelle le débiteur a droit. (L'état de compte ou l'affidavit annexé doit faire mention des pièces justificatives ou de toute autre preuve à l'appui de la réclamation.)
4. (Cochez la catégorie qui s'applique et remplissez les parties requises.)

 A. RÉCLAMATION NON GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$
(autre qu'une réclamation d'un client visée par l'article 262 de la Loi)En ce qui concerne cette créance, je ne détiens aucun avoir du débiteur à titre de garantie et :
(Cochez ce qui s'applique.) pour le montant de _____ \$, je ne revendique aucun droit à un rang prioritaire.
(« Créancier ordinaire ») pour le montant de _____ \$, je revendique le droit à un rang prioritaire en vertu de l'article 136 de la Loi.
(« Créancier privilégié »)
(Indiquez sur une feuille annexée les renseignements à l'appui de la réclamation prioritaire.) B. RÉCLAMATION DU LOCATEUR SUITE À LA RÉSILIATION D'UN BAIL, AU MONTANT DE _____ \$J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 65.2(4) de la Loi, dont les détails sont mentionnés ci-après.
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.) C. RÉCLAMATION GARANTIE AU MONTANT DE _____ \$

En ce qui concerne la créance susmentionnée, je détiens des avoirs du débiteurs à titre de garantie, dont la valeur estimative s'élève à _____ \$ et dont les détails sont mentionnés ci-après :

(Donnez des renseignements complets au sujet de la garantie, y compris la date à laquelle elle a été donnée et la valeur que vous lui attribuez, et annexez une copie des documents relatifs à la garantie.)

 D. RÉCLAMATION D'UN AGRICULTEUR, D'UN PÊCHEUR OU D'UN AQUICULTEUR AU MONTANT DE _____ \$J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) pour la somme impayée de _____ \$.
(Veuillez joindre une copie de l'acte de vente et des reçus de livraison.)

FORMULAIRE 31 (suite)

- E. RÉCLAMATION D'UN SALARIÉ AU MONTANT DE _____ \$
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.3(8) DE LA Loi au montant de _____ \$.
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.4(8) DE LA Loi au montant de _____ \$.

- F. RÉCLAMATION D'UN EMPLOYÉ RELATIVE AU RÉGIME DE PENSION AU MONTANT DE _____ \$
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.5 DE LA Loi au montant de _____ \$.
 J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.6 DE LA Loi au montant de _____ \$.

- G. RÉCLAMATION CONTRE LES ADMINISTRATEURS AU MONTANT DE _____ \$
(À remplir lorsque la proposition vise une transaction quant à une réclamation contre les administrateurs.)

J'ai une réclamation en vertu du paragraphe 81.2(1) pour la somme impayée de _____ \$.
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

- H. RÉCLAMATION D'UN CLIENT D'UN COURTIER EN VALEURS MOBILIÈRES FAILLI AU MONTANT DE _____ \$

J'ai une réclamation en TANT QUE CLIENT EN CONFORMITÉ AVEC L'ARTICLE 262 DE LA Loi pour des capitaux nets, dont les détails sont mentionnés ci-après :
(Donnez tous les détails de la réclamation, y compris les calculs s'y rapportant.)

5. Au meilleur de ma connaissance, je suis lié (ou le créancier susnommé est lié) (ou je ne suis pas lié ou le créancier susnommé n'est pas lié) au débiteur selon l'article 4 de la Loi, et j'ai (ou le créancier susnommé a) (ou je n'ai pas ou le créancier susnommé n'a pas) un lien de dépendance avec le débiteur.
6. Les montants suivants constituent les paiements que j'ai reçus du débiteur, les crédits que j'ai attribués à celui-ci et les opérations sous-évaluées selon le paragraphe 2(1) de la Loi auxquelles j'ai contribué ou été partie intéressée au cours des trois mois (ou, si le créancier et le débiteur sont des « personnes liées » au sens du paragraphe 4(2) de la Loi ou ont un lien de dépendance, au cours des 12 mois) précédant immédiatement l'ouverture de la proposition, telle que définie au paragraphe 2(1) de la Loi. (Donnez les détails des paiements, des crédits et des opérations sous-évaluées.)

Daté le _____ à _____.

Témoin (signature)

Créancier (signature)

Numéro de téléphone : _____

Numéro de télécopieur : _____

Adresse électronique : _____

REMARQUES : Si un affidavit est joint au présent formulaire, il doit avoir été fait devant une personne autorisée à recevoir des affidavits.

AVERTISSEMENTS : Le syndic peut, en vertu du paragraphe 128(3) de la Loi, racheter une garantie sur paiement au créancier garanti de la créance ou de la valeur de la garantie telle qu'elle a été fixée par le créancier garanti dans la preuve de garantie.

Le paragraphe 201(1) de la Loi prévoit l'imposition de peines sévères en cas de présentation de réclamations, de preuves, de déclarations ou d'états de compte qui sont faux.

FORMULAIRE DE PROCURATION

(paragraphe 102(2) et alinéas 51(1)e) et 66.15(3)b) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de **9170-5723 QUÉBEC INC.**,

Je, _____, de _____
(nom du créancier) (nom du village ou de la ville)

Créancier dans l'affaire susmentionnée, nomme _____ de _____

Mon fondé de pouvoir à tous égards dans l'affaire susmentionnée, sauf la réception de dividendes, celui-ci étant habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place (ou n'étant pas habilité à nommer un autre fondé de pouvoir à sa place).

Daté le _____ à _____

Témoin

Créancier Personne morale

Témoin

Nom et titre du signataire autorisé



PROOF OF CLAIM

(Sections 50.1, 81.5 and 81.6, subsections 65.2(4) 81.2(1), 81.3(8), 81.4(8), 102(2), 124(2) and 128(1), and Paragraphs 51(1)e) et 66.14b) of the Act

All Notices or correspondence regarding this claim must be forwarded to the following address:

In the matter of the Proposal of **9170-5723 Québec Inc.**, in the city of Laval, Province of Quebec, and the claim of:

_____, creditor.
 I, _____ (name of creditor or representative of the creditor), of
 _____ (city and province), do hereby certify:

1. That I am a creditor of the above-named debtor (or that I am _____ (state position or title) of _____ (name of creditor or representative of the creditor)).
2. That I have knowledge of all of the circumstances connected with the claim referred to below.
3. That the debtor was, at the date of the notice of intention to make a proposal, **namely October 23, 2020**, and still is, indebted to the creditor in the sum of _____ \$, as specified in the statement of account (or affidavit) attached and marked Schedule A, after deducting any counterclaims to which the debtor is entitled. (The attached statement of account or affidavit must specify the vouchers or other evidence in support of the claim.)
4. (Check and complete appropriate category.)

A. UNSECURED CLAIM OF \$ _____
 (Other than as a customer contemplated by Section 262 of the Act)

That in respect of this debt, I do not hold any assets of the debtor as security and
 (Check appropriate description.)

Regarding the amount of \$ _____. I do not claim a right to a priority.
 ("Ordinary creditor")

Regarding the amount of \$ _____, I claim a right to a priority under section 136 of the Act.
 ("Preferred creditor")
 (Provide on an attached sheet details to support priority claims.)

B. CLAIM OF LESSOR FOR DISCLAIMER OF A LEASE \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 65.2(4) of the Act, particulars of which are as follows:
 (Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

C. SECURED CLAIM OF \$ _____

That in respect of this debt, I hold assets of the debtor valued at \$ _____ as security, particulars of which are as follows:
 (Give full particulars of the security, including the date on which the security was given and the value at which you assess the security, and attach a copy of the security documents.)

D. CLAIM BY FARMER, FISHERMAN OR AQUACULTURIST OF \$ _____

That I hereby make a claim under subsection 81.2(1) of the Act for the unpaid amount of \$ _____
 (Attach a copy of sales agreement and delivery receipts.)

- E. CLAIM BY WAGE EARNER OF \$ _____
 That I hereby make a claim under subsection 81.3(8) of the Act in the amount of \$ _____
 That I hereby make a claim under subsection 81.4(8) of the Act in the amount of \$ _____

- F. CLAIM BY EMPLOYEE FOR UNPAID AMOUNT REGARDING PENSION PLAN OF \$ _____
 That I hereby make a claim under subsection 81.5 of the Act in the amount of \$ _____
 That I hereby make a claim under subsection 81.6 of the Act in the amount of \$ _____

- G. CLAIM AGAINST DIRECTOR \$ _____
(To be completed when a proposal provides for the compromise of claims against directors.)

That I hereby make a claim under subsection 50(13) of the Act, particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based)

- H. CLAIM OF A CUSTOMER OF A BANKRUPT SECURITIES FIRM \$ _____

That I hereby make a claim as a customer for net equity as contemplated by 262 of the Act, particulars of which are as follows:
(Give full particulars of the claim, including the calculations upon which the claim is based.)

5. That, to the best of my knowledge, I am (or the above-named creditor is) (or am not or is not) related to the debtor within the meaning of section 4 of the Act, and have (or has) (or have not or has not) dealt with the debtor in a non-arm's-length manner.
6. That the following are the payments that I have received from, the credits that I have allowed to, and the transfers at undervalue within the meaning of subsection 2(1) of the Act that I have been privy to or a party to with the debtor within the three months (or, if the creditor and the debtor are related within the meaning of section 4 of the Act or were not dealing with each other at arm's length, within the 12 months) immediately before the date of the initial proposal event within the meaning of subsection 2(1) of the Act: *(provide details of payments, credits and transfers at undervalue.)*

Dated at _____ this _____ day of _____

 Witness (signature)

 Creditor (signature)

Telephone No.: _____

Fax No.: _____

Email address: _____

NOTES: If an affidavit is attached, it must have been made before a person qualified to take affidavits.

WARNINGS: A trustee may, pursuant to subsection 128(3) of the Act, redeem a security on payment to the secured creditor of the debt or the value of the security as assessed, in a proof of security, by the secured creditor.
 Subsection 201(1) of the Act provides severe penalties for making any false claim, proof, declaration or statement of account.

PROXY

(Subsection 102(2) and paragraphs 51(1)e) and 66.15((3)(b) of the Act)

In the matter of Proposal of **9170-5723 QUÉBEC INC.:**

I, _____, of _____
(name of creditor) (name of town or city)

Creditor in the above matter, hereby appoint _____ of _____
 To be my proxyholder in the above matter, except as to the receipt of dividends, with (or without) power to appoint another proxyholder in his or her place.

Dated at _____ this _____ day of _____

 Witness

 Name of Corporate Creditor

 Witness

 Name and Title of Signing Officer

District de: Québec
No de division: 01 – Laval
No de cour: 540-11-011017-201
No de dossier: 41-2666910

FORMULAIRE 37

Formulaire de votation
(alinéa 51(1)(f) de la Loi)

Dans l'affaire de la proposition de
9170-5723 Québec Inc.
de la ville de Laval, dans la province de Québec

Je, _____, créancier (ou Je, _____,
représentant de _____ créancier), de _____ (nom de la ville)
créancier dans l'affaire susmentionnée à l'égard de la somme de _____ \$,
demande au syndic agissant relativement à la proposition de 9170-5723 Québec Inc.,
de consigner mon vote _____ (en faveur de ou contre) l'acceptation de la
proposition, faite le 23^e jour d'octobre 2020.

Daté le _____, à _____.

Témoïn

Créancier (personne physique)

Témoïn

Créancier (personne morale)

Par : _____
Nom et titre du signataire autorisé

Retournez À:

MNP LTÉE - Syndic
Par :
Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP, LIT
1155, boul. René-Lévesque Ouest, 23e étage
Montréal QC H3B 2K2
Téléphone: (514) 932-4115 Télécopieur: (514) 932-9195
Montreal.Reclamations@mdp.ca

District of: Quebec
Division No. 01- Laval
Court No. 540-11-011017-201
Estate No. 41-2666910

FORM 37

Voting Letter
(Paragraph 51(1)(f) of the Act)

In the matter of the proposal of
9170-5723 QUÉBEC INC.
of the City of Laval, in the Province of Quebec

I, _____, creditor (or I, _____,
representative of _____, creditor), of _____, (*name of the
City*) a creditor in the above matter for the sum of \$ _____, hereby request the trustee acting
with respect to the proposal of 9170-5723 Québec Inc., to record my vote _____ (for or
against) the acceptance of the proposal as made on the 23rd day of October 2020.

Dated at _____, this _____ day of _____ 2020.

Witness

Individual Creditor

Witness

Name of Corporate Creditor

Per

Name and Title of Signing Officer

Return To:

MNP LTÉE – Trustee

Per:

Gaetano Di Guglielmo, CPA, CA, CIRP, LIT
1155, René-Lévesque Boulevard West, 23rd Floor
Montréal, QC H3B 2K2
Phone: (514) 932-4115 Fax: (514) 932-9195
Montreal.Claims@mdp.ca